

« LA FAUTE DES ÉLITES EUROPÉISTES »

Percée populiste en Italie, délitement du projet européen... L'ancien ministre français des Affaires étrangères Hubert Védrine dénonce l'aveuglement d'une partie des élites.

BÉATRICE MATHIEU
ET ANNE ROSENCHER

L'Italie s'est dotée d'un gouvernement eurosceptique, le premier dans un des grands pays fondateurs de l'Union européenne. Un big bang politique et économique qui fait resurgir les craintes de délitement du projet européen. L'ancien ministre français des Affaires étrangères, Hubert Védrine, qui vient de publier *Comptes à rebours* (Fayard), tape fort : c'est le dogmatisme des élites européennes qui est responsable de la dérive populiste actuelle en Europe. Interview sans tabou.

L'Italie a mis aux manettes du pays un gouvernement clairement eurocritique. Est-ce un nouveau signal du désamour des peuples pour l'Europe ?

Le signal n'est pas venu de ce nouveau gouvernement, mais du résultat des élections d'il y a quatre mois, qui ont vu l'émergence d'une majorité d'eurocritiques, d'eurosceptiques et de populistes. Dans un premier temps, le président italien Sergio Mattarella a pu, à juste titre, retoquer la première mouture de l'équipe gouvernementale proposée par la coalition, en raison des conséquences financières gravissimes de la flambée des taux d'intérêt induite par les craintes d'une sortie du pays de la zone euro. Reste que l'idée selon laquelle le résultat d'une

élection peut être invalidé par des instances supérieures non élues, ou les marchés, se répand comme un poison dans une partie des opinions publiques et du corps électoral, qui s'insurge contre une telle confiscation. Cette idée dangereuse chemine en Europe depuis le traité de Lisbonne. En ce qui concerne l'Italie, nous n'en sommes qu'au début.

L'Europe, dans son fonctionnement, ne souffre-t-elle pas d'un déficit de démocratie ?

Tous les traités européens ont été signés par des gouvernements démocratiquement élus, et ratifiés. La monnaie unique n'a pas été imposée, mais ratifiée démocratiquement. Tous les Etats membres ont accepté les fameux critères de Maastricht, qui n'ont été inventés ni par la Commission ni par la « méchante Angela Merkel ». Sur ce sujet, le débat public est mensonger. Mais il est vrai que depuis que nous avons gravé dans le marbre du traité de Lisbonne de 2009 une grande partie des dispositions du traité constitutionnel, refusé par référendum en 2005 par les Français et les Néerlandais, nous vivons une contradiction profonde dans la construction européenne. N'oublions pas que le traité de Maastricht n'avait été approuvé qu'avec 1,5 point d'écart en faveur du oui ! Il y avait donc 48,5% de Français qui étaient contre. Or, nous n'avons jamais vraiment tenu compte du vote de cette partie de la population. La question du décrochage des peuples se pose donc depuis longtemps, et les élites proeuropéennes n'ont pas jusqu'ici su y répondre.

Pourquoi cet aveuglement ?

Quand on analyse les votes aux différentes élections en Europe, il est clair que les peuples veulent garder une certaine identité, un certain niveau de sou-

veraineté, et être assurés d'une certaine sécurité. Ce à quoi s'ajoute un désir, au Sud, de souplesse économique. Le problème, c'est que les élites majoritairement européistes, animées par le mythe postnational, n'ont pas voulu tenir compte de ces demandes, persuadées que l'Europe n'avait d'avenir que dans une intégration sans cesse plus poussée. Pendant des années, ces élites politiques et médiatiques ont condamné avec morgue ou arrogance les réclamations populaires. Résultat : les insurrections électorales. Les européistes trop dogmatiques ont une lourde responsabilité dans la situation actuelle en Europe. Si nous ne répondons pas à ces demandes banales des classes populaires et moyennes, elles renverseront la table.

Mais pensez-vous qu'autant de pays pourront se mettre d'accord ? Ou alors faudra-t-il refonder le projet autour d'un cercle plus réduit ?

A mon avis, l'idée d'un « noyau dur » est une fausse piste. Aucun Etat n'a le pouvoir d'en mettre un autre à la porte. L'Union européenne est ouverte à tous les pays démocratiques d'Europe, c'est son principe depuis le traité de Rome. Il n'y a pas d'argument pour refuser ou exclure un pays démocratique.

Alors toutes ces histoires d'Europe à géométrie variable, d'Europe à deux vitesses..., c'est de la flûte à bec ?

A mon sens, l'illusion du « noyau dur » fait perdre du temps. De plus, je vous signale que des désaccords existent au sein même du potentiel noyau dur ! Entre autres illusions, on fait comme si, en matière de couple franco-allemand, on pouvait reconstituer Mitterrand-Kohl ou Giscard-Schmidt... Ce n'est évidemment pas le cas ! Il n'y a pas de potentiel noyau dur solidaire et harmonieux contre le reste de l'Europe et, de toute façon, personne n'a le pouvoir d'exclure qui que ce soit. Et aucun pays ne veut être dans l'écorce molle du noyau dur. En revanche, on peut prendre des initiatives nouvelles avec un nombre restreint de partenaires. S'il y a une action que les pays membres devraient mettre en œuvre de façon volontaire, coordonnée et rapide, c'est celle qui consiste à doter Schengen de vraies frontières.

Vraiment ? C'est pourtant en premier lieu parce qu'ils se sont retrouvés à gérer seuls ces questions-là que les Italiens sont en colère...

Oh, il y a quelques forces idéologiques et quelques lobbys qui continuent de s'opposer par aveuglement ou calcul à toute régulation renforcée des flux migratoires, mais, globalement, il n'y a pas d'opposition insurmontable en Europe à l'idée de faire un vrai nouveau Schengen qui fonctionne. Les populations sont toutes demandeuses. Et les élites, après avoir été très « pro-immigration », sont désormais en pleine interrogation. Pendant longtemps, après la chute de l'Union soviétique, l'Europe a connu une phase angélique, avec une vision « Bisounours » du monde. Nous avons aboli les frontières intérieures sans organiser suffisamment les frontières externes, dans l'idée de rester ouverts, accueillants, etc. Et puis, petit à petit, cette bien-pensance naïve a reculé sous le coup du nombre et des événements. Les uns après les autres, les pays ont rétabli leurs

frontières dans le désordre. Il faut traiter ce sujet calmement et collectivement. Et maîtriser vraiment les flux aux frontières, c'est-à-dire, d'une part, répondre de façon rapide et efficace aux demandes d'asile, et, de l'autre, cogérer les flux migratoires avec les pays de départ et de transit.

A quoi ressemblerait cette reprise en main ?

Que les gouvernements se mettent vraiment d'accord, que les ministres de la Justice, de l'Intérieur, des différents pays travaillent ensemble, qu'il y ait une police Schengen des frontières, que les lois et les règlements soient harmonisés, etc. C'est un préalable indispensable. Beaucoup a été fait ces dernières années. Après, on pourra mieux réfléchir à comment défendre nos intérêts face à la Russie, la Chine, les Etats-Unis, etc. Mais si on ne commence pas par la maîtrise des flux, les peuples vont être furieux. C'est par ce biais que les élites peuvent retisser le lien perdu avec les peuples. ♦